29 octobre 2016 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la crise migratoire, à Doué-La-Fontaine le 29 octobre 2016.

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs, je viens avec la ministre du Logement de visiter à Doué-la-Fontaine commune du Maine-et-Loire, un centre d'accueil et d'orientation qui est d'ailleurs dans un cadre qui est celui de l'AFPA, c'est-à-dire d'un lieu de formation des adultes, un centre d'accueil et d'orientation qui accueille 38 migrants qui étaient à Calais et qui sont venus ici pour évacuer ce camp qui n'était pas digne de ce que peut être l'accueil de la France et rejoindre ici une installation qui leur permettra de reprendre des forces et surtout de pouvoir entamer des démarches administratives pour éventuellement avoir le droit d'asile et à ce moment-là, entrer dans cette démarche.

Mais c'est très important que nous ayons pu en quelques jours - et je veux en féliciter tous les services de l'Etat, toutes les associations et bien sûr les collectivités - évacuer de Calais 5 000 personnes et les accueillir dans tous les places qui étaient prévues, 450 centres d'accueil et d'orientation qui pourront aller même jusqu'à 9 000 places.

Il nous reste 1 500 mineurs isolés à Calais, ils seront très rapidement acheminés vers d'autres centres. Je me suis entretenu hier avec la Première ministre britannique, Bernard CAZENEUVE l'a fait également avec son homologue, le ministre de l'Intérieur de Royaume-Uni pour que les Britanniques accompagnent ces mineurs dans ces centres et puissent prendre leur part pour ensuite les accueillir au Royaume-Uni. Nous pourrons donc dans un délai très court maintenant évacuer la totalité de ce qu'on appelait le camp de Calais.

Je crois que nous l'avons fait dans les meilleures conditions et pour le départ et pour l'arrivée. J'ai salué tous les efforts qui avaient été faits pour assurer le transport et l'évacuation, mais comment ne pas non plus exprimer ma gratitude à l'égard des communes, à l'égard des associations qui ont permis l'accueil des migrants et des réfugiés dans les centres d'accueil et d'orientation ? La France a donné la meilleure des images possibles parce que face à cette épreuve qui est celle des réfugiés, nous devions être à la hauteur, nous ne pouvions plus tolérer des camps et nous n'en tolérerons pas. Il y en a aussi à Paris et nous aurons à les évacuer.

Justement, la politique que j'ai mise en place avec le gouvernement, c'est de pouvoir créer ces centres d'accueil et d'orientation pour permettre l'évacuation des camps et ensuite de pouvoir orienter ces jeunes hommes, ces jeunes femmes, ces familles et parfois ces enfants vers des lieux où ils peuvent être stabilisés et ensuite être orientés dans les démarches qui sont les leurs.

La France a aussi vis-à-vis de l'Europe une responsabilité : c'est d'assurer le contrôle des frontières extérieures parce que nous ne pouvons pas laisser venir des migrants qui n'auraient pas de droits à faire valoir. En revanche, nous devons accueillir des réfugiés qui sont victimes de persécutions dans leur pays et nous les connaissons, des Syriens, des Irakiens des Afghans des Soudanais. Cela fait partie de notre devoir, et nous devons le faire dans des conditions qui soient tout à fait dignes de la France. J'ai salué les efforts des ministres, des administrations et des services. Comment ne pas parler aussi des associations ? Ici dans ce centre, il y a des associations qui vont pouvoir travailler avec les réfugiés pour leur apprendre la langue française, pour les accompagner dans leurs démarches et pour leur permettre de pouvoir accéder au droit d'asile.

Voilà ce qu'est la France, un pays qui est ferme sur les règles, qui entend que l'Europe contrôle

Voilà ce qu'est la France, un pays qui est ferme sur les règles, qui entend que l'Europe contrôle ses frontières mais un pays qui fait face autant qu'il est possible dignement et humainement aux conditions d'accueil des réfugiés. Et s'il y a eu des tentatives - très peu d'ailleurs - pour mettre en cause cette politique, pour essayer de créer un doute dans la population, je crois que aujourd'hui ces tentatives n'ont pas pu trouver d'écho parce que je le constate encore ici, il y a de la part de la population, et je veux vraiment la remercier, une compréhension de ce que nous faisons. Les personnes qui vont rester ici ne resteront qu'à peine trois mois et ensuite seront orientées vers d'autres lieux qui sont ceux généralement dédiés aux demandeurs d'asile. La population française a parfaitement compris ce que nous faisions et il n'y a eu aucun incident ni au départ ni à l'arrivée. Voilà ce qu'est la responsabilité d'un pays face à une épreuve : montrer de la fermeté, de l'humanité et de la responsabilité. Merci.

JOURNALISTE : La situation à Calais ne fait-elle pas que déplacer le problème, quand on voit ce qui se passe à Paris notamment ?

LE PRESIDENT : Alors ce ne sont pas ceux de Calais qui sont allés à Paris, il y en a eu quelques-uns. En revanche, il y a eu un nouveau courant migratoire venant de Libye ces dernières semaines, ces derniers mois et qui se sont dirigés vers Paris. Nous faisons en sorte d'évacuer les camps de Paris parce que ce ne peut pas être une situation durable, on ne peut pas laisser des personnes dans le dénuement, on ne peut pas laisser des riverains subir un certain nombre de désagréments. Cela nous ne pouvons pas le tolérer, nous allons donc faire la même opération que pour Calais mais dans des conditions différentes, parce que ces personnes sont là depuis peu et nous allons les accueillir dans les centres d'accueil et d'orientation dès lors que ces personnes relèvent du droit d'asile. J'ai été parfaitement clair : les personnes qui relèvent du droit d'asile vont dans ces centres d'accueil et d'orientation £ celles qui n'en relèvent pas sont raccompagnées.

JOURNALISTE : Ces déplacements aujourd'hui ont-ils une portée symbolique ?

LE PRESIDENT : Oui le symbole, c'est qu'il y a des valeurs en France qui doivent être toujours rappelées. Ces valeurs sont la solidarité, la fraternité, l'humanité. Elles ont été flouées, elles ont été blessées à Montreuil-Bellay comme dans des camps qui avaient été ouverts pendant la Seconde Guerre Mondiale mais qui n'ont été fermés qu'un an après la Seconde Guerre mondiale et qui ont interné des gens du voyage, ceux qu'on appelle des nomades, des Tziganes, dans des conditions intolérables. Il était très important que la République puisse dire qu'elle avait de ce point de vue à rappeler ce qu'avait été sa responsabilité. Mais en même temps j'ai souligné qu'à Montreuil-Bellay ou dans tous ces camps, dans ces villages qui avaient pu vivre ces situations, il y avait eu plein d'humanité, il y avait eu plein de solidarité. Là pour les camps de Tziganes, pendant la Seconde Guerre mondiale et qui ont donc été perpétués un an après, c'était des citoyens français et il était très important que je puisse dire que nous sommes tous Français et que nous avons les mêmes droits et les mêmes devoirs. Pour les gens du voyage, il doit y avoir bien sûr de leur part, un comportement qui doit être celui de citoyens dans la République mais ils sont des citoyens dans la République et c'était le message que je voulais porter.

JOURNALISTE : Monsieur le président, Manuel VALLS parle de honte ou de colère des militants socialistes après la parution de vos entretiens avec des journalistes dans un livre. Est-ce que vous trouvez normal que le Premier ministre parle ainsi ?

LE PRESIDENT : Chacun doit être à sa tâche, moi je suis à la mienne, le Premier ministre aussi, nous devons régler les grands sujets qui préoccupent les Français.

Nous le voyons avec la lutte contre le chômage, nous avons des premiers résultats, nous le voyons avec la sécurité, elle est nécessaire et nous avons répondu aux inquiétudes et à la colère des policiers. Et puis il y a aussi ces questions de réfugiés, de démantèlement du camp de Calais. Voilà les sujets et le reste, ce sont des commentaires qui ne peuvent pas s'ajouter à des commentaires. Il y a trop à faire, c'est trop important de diriger le pays en ce moment et moi, je n'ai pas d'autre préoccupation.

Merci.